

Cher(e)s camarades,

L'Union Départementale est présente aujourd'hui pour soutenir les syndicats FO de la santé et de la territoriale qui exigent entre autres l'attribution de la prime de 1500 € pour tous et le dégel du point d'indice.

Depuis plusieurs années, tous les services publics font l'objet de démantèlement et pourtant dès lors qu'une situation extrême touche notre pays, que ce soient les attentats, et maintenant cette épidémie de Covid-19, c'est un concert de louanges à l'égard des fonctionnaires et en particulier des hospitaliers. Ils sont devenus les héros du quotidien ! Mais les « héros » ne se contenteront pas d'applaudissements, ils exigent la satisfaction de leurs revendications en termes de salaires et d'effectifs.

Dans les hôpitaux les plans de suppressions d'emplois sont déjà annoncés ici ou là et **le projet « SEGUR »** du ministre Véran, avec l'appui de Nicole Notat -ex secrétaire générale de la CFDT- **c'est de privatiser et de restructurer l'hôpital !**

Camarades,

Le gouvernement a décidé de prolonger l'état d'urgence jusqu'au 10 juillet afin de mettre à profit cette période pour déréglementer, déroger au code du travail et aux statuts, en particulier concernant le temps de travail et les congés. C'est la raison pour laquelle, nous demandons la levée de cet état d'urgence.

De leur côté, MACRON et MERKEL annoncent un plan de relance de l'économie de centaines de milliards d'euro. Renault, dans le même temps, et malgré le prêt de 5 milliards d'€ obtenu de l'Etat, lance un plan de licenciements sur 5 sites de l'hexagone dont 3 au moins seront fermés. Aucune garantie de maintien de tous les emplois n'est exigée. Décidemment, L'argent est fait pour aller dans la poche des actionnaires des grands groupes et non pour sauver les emplois. Ce qui est vrai pour le secteur de l'automobile l'est également pour l'aéronautique. Des milliers d'emplois sont menacés dans le département. Des larmes de crocodile ont été versées, mais dans la réalité, rien n'est fait pour sauver l'hôpital public et notre industrie.

Camarades,

Toutes les raisons de revendiquer sont là, mais l'interdiction de se réunir et de manifester est maintenue jusqu'au 10 juillet au moins ! **C'est inacceptable, c'est une atteinte très grave à nos libertés.** Il est possible de se retrouver à l'école à plus de 10, au travail, dans les rues, au supermarché, mais pas pour agir collectivement, même en respectant les distances de sécurité !

Alors dans ces conditions, l'Union Départementale et ses syndicats appellent partout les salariés à ne pas accepter « l'état d'exception ». Elles les appellent à se mobiliser pour gagner sur leurs revendications.